

MON PROJET POUR LA POLITIQUE DE DÉFENSE DE LA FRANCE

Allocution de Benoît HAMON à Strasbourg, le 23 mars 2017

Seul le prononcé fait foi

Mesdames, messieurs,

Merci de votre présence, et merci de m'accueillir à Strasbourg.

Pour parler de la France, pour évoquer la défense de la France, il existe des lieux qui nous inspirent.

Ce sont souvent des lieux qui ont souffert. La guerre est passée par là.

Le général de Gaulle écrivait : « *La France fut faite à coups d'épée* ».

Sa génération suivait d'autres générations françaises, qui toutes, sans exceptions, avaient connu des guerres meurtrières. C'était l'éternel retour du bruit des armes.

Strasbourg fut envahie, meurtrie, et sa population contrainte à l'exode.

Elle est un emblème du patriotisme.

Strasbourg résume l'Histoire nationale et européenne que nous devons assumer, et exprime, pour l'avenir, la volonté collective des Européens de défendre la paix.

Strasbourg et l'Alsace, c'est du fait de l'Histoire, un condensé de l'organisation moderne de la défense.

Avec la 2^{ème} division blindée, celle de Leclerc et du serment de Koufra.

Avec le Corps européen, créé par François Mitterrand et Helmut Kohl

Avec la brigade franco-allemande.

Mais surtout avec le siège du Parlement européen, symbole de la réconciliation entre les peuples et le Pont de l'Europe qui relie la France et l'Allemagne ».

Strasbourg incarne ce que je veux dire aujourd'hui devant vous. Elle incarne l'Europe et la paix, la paix européenne.

Pour l'avenir, Strasbourg résonne avec l'ambition que je veux porter sans relâche pour notre pays : **une France indépendante dans ses choix, une**

Europe plus autonome, une paix à défendre dans un monde durablement dangereux.

Je suis venu ici en citoyen français et européen, amoureux de la paix et conscient des désordres du monde, **non pour un exercice académique, mais pour exprimer ma vision et des convictions fortes.**

Je m'exprime devant vous en candidat à l'élection présidentielle, porteur demain, si les Français en décident, de la première responsabilité, celle de chef des armées. Je m'y suis préparé, j'en sais le poids, je ne la redoute pas.

Ma génération s'est vue, en apparence, épargnée par la guerre. Mais la guerre n'était pas loin, même si parfois, parce que c'était les Balkans ou l'Afrique, les grands dirigeants du monde regardaient ailleurs. **Le fait guerrier n'a jamais disparu, pas même du sol européen.**

L'offensive terroriste ne connaît pas de trêve. Nos amis britanniques viennent de le vivre durement **hier** au cœur de leur capitale.

J'inscris ma pensée et mon action dans une histoire, je n'écris pas sur une page blanche. Du général de Gaulle à François Mitterrand, des principes ont été énoncés et traduits dans des choix politiques d'une grande constance : l'indépendance nationale en matière de défense, des alliances qui doivent renforcer la France, le respect du droit international.

Je sais aussi que les temps nouveaux amènent et amèneront de nouveaux risques. **La continuité ne sera pas le conformisme.**

Devant vous aujourd'hui, j'évoquerai **l'état du monde**, parce que c'est l'état réel du monde, et non la dictature des modes, qui doit inspirer les choix indépendants de la France. La France aux yeux du monde reste une grande Nation. Je ne crois pas au mythe du déclin. La France rayonne d'abord par ses idéaux, à condition que son message et ses actes aillent ensemble. A condition qu'elle ne renonce pas à défendre son peuple et ses intérêts vitaux.

Mais être indépendant, ce n'est pas agir seul. Devant vous, je dessinerai les initiatives possibles, et nécessaires, pour **construire avec d'autres un système de défense à la hauteur des défis** redoutables qui s'accroissent.

Devant vous, je prendrai les engagements nécessaires à **la modernisation des armées françaises**. Je sais la vaillance des hommes, mais aussi l'usure actuelle des moyens et les capacités qui vont manquer cruellement.

Enfin, je vous dirai **pourquoi et comment nous devons mieux soutenir les hommes et les femmes** qui risquent leurs vies pour protéger les nôtres, c'est-à-dire les soldats de la France. En votre nom, je veux saluer leur courage de tous les instants, de Tombouctou à Mossoul, jusqu'à Orly samedi, où ils furent le bouclier et la cible.

* *
 *

1) CE MONDE NOUVEAU NOUS OBLIGE À RECONSIDÉRER LES CONCEPTS ANCIENS.

Je connais notre Histoire, les racines de notre idéal de paix et les équilibres historiques de notre continent:

- *l'entre-deux guerres*, quand les souvenirs sanglants du premier conflit mondial nourrissaient le pacifisme de Romain Rolland et d'Henri Barbusse.
- *l'après-guerre et la reconstruction*, quand les pères fondateurs de l'Europe lui donnaient la réconciliation et la paix comme premières missions.
- *l'après-guerre froide*, propice aux espoirs d'une affirmation de la communauté internationale.

Ces moments nous inspirent. Mais **nous regardons le monde d'aujourd'hui et de demain** les yeux grands ouverts. Nous vivons en France comme en l'Europe dans **un moment de nouvelles vulnérabilités**. Nous devons y faire face sans tolérer aucun retard, de façon raisonnée et résolue, sans naïveté ni surenchère.

Nous sommes dans un temps où se révèle un monde multipolaire et incertain, où la faiblesse de la communauté internationale se vérifie à l'épreuve des crises, pendant que se déroulent des guerres nouvelles, asymétriques, disséminées, hors des règles, hors limites.

La France, elle, doit obéir à la légalité internationale. Elle doit toujours s'interroger sur **l'emploi de la force qui n'a de sens que pour servir une vision et une stratégie politiques**.

Quand je regarde le monde tel qu'il change, je vois plusieurs mouvements de fond.

Le premier mouvement auquel nous assistons, c'est **la contestation, voire la fin de la domination militaire occidentale.**

C'est la fin d'un processus historique qui voit s'achever une suprématie partagée, successivement, et parfois de façon concertée, des Etats-Unis et de l'Europe.

En effet, pendant de longs siècles, les puissances occidentales ont imposé leur domination. Elles ont été pour partie les acteurs directs ou indirects des conflits de par le monde. Souvent la cause ou le problème, plus rarement la solution. L'Occident a imposé sa vision et imprimé la marche du monde, pour le bonheur de quelques-uns et le malheur des autres.

Aucune puissance ne peut plus réguler seule le monde, car cela ne sera plus accepté. Les Etats-Unis et leurs alliés l'ont vérifié en Irak et en Afghanistan.

Depuis le début de ce siècle, la multiplication des menaces globales et diffuses (terroristes, cyber, chimiques, bactériologiques), souvent non-étatiques, interroge un système stratégique fondé sur deux piliers : **l'idée de sécurité collective** telle que portée par les Nations-Unies que nous devons faire vivre, et **la dissuasion nucléaire**, clé de voute de notre stratégie de défense.

Force est de constater que l'idée de **sécurité collective** portée par les Nations unies ne s'impose plus comme une évidence. L'ONU a de plus en plus de mal à s'imposer comme l'unique garant de la sécurité collective des Etats-membres. Il sera à mon sens nécessaire de **prendre des initiatives ambitieuses pour que les Nations-Unies** restent le principal garant de la paix dans le monde. La France, pour sa part, maintiendra et amplifiera sa contribution technique et financière aux missions de maintien de la paix.

D'autre part, **l'équilibre nucléaire** sur lequel se fondait le système stratégique tel que conçu durant la guerre froide est aujourd'hui en partie caduc, ce qui, j'y reviendrai, n'invalide pas la dissuasion nucléaire telle que la France la conçoit, bien au contraire. Si l'équilibre est juridiquement verrouillé par le Traité de non-prolifération nucléaire, les logiques de prolifération persistent comme le démontrent le cas de la Corée du Nord. En ce sens, je serai un défenseur de l'accord de Paris sur le nucléaire iranien.

Je rejoins donc le constat qui est fait par beaucoup, d'une dérégulation du monde.

Ce monde nouveau produit des crises inédites.

La dégradation de notre environnement stratégique s'accélère depuis cinq ans. On connaissait les problématiques classiques de la prolifération des armes légères ou de destruction massive, la piraterie maritime, les Etats-faillis (de la République démocratique du Congo à la Somalie...).

S'est ajoutée depuis le début des années 2010, **une résurgence des conflits de puissances** qui met à mal la légalité internationale.

Ainsi, en annexant la Crimée et en soutenant activement les mouvements séparatistes ukrainiens, **la Russie viole l'ensemble des traités qui fondaient la sécurité du continent européen.**

Les crises se nourrissent aussi de **ce que les stratèges chinois nomment « la guerre hors-limites », affranchie des lois « occidentales » de la guerre.** Elle vise à combiner les modes opératoires classiques, (conventionnel ou nucléaire), mais aussi cybers, ou d'autres formes jusqu'ici prohibées.

Mais la production des crises a trouvé un ressort d'une puissance insoupçonnée avec l'Etat islamique, et avant lui, avec Al-Qaïda. Daech est certes chaque jour un peu plus défait sur le terrain, mais polarise autour de lui pléthore de mouvements djihadistes disparates par allégeances interposées. Son idéologie nie toute possibilité de compromis et **suscite un retour à une forme d'offensive totale.**

Daech constitue un défi inédit pour la communauté internationale puisqu'il prospère sur le terreau de sociétés en proie à des logiques révolutionnaires.

Ce réseau hétéroclite de groupements armés, de valeur militaire inégale, a encore son noyau dur et son centre d'impulsion à Raqqa. Mais ce centre de gravité évoluera au gré du rapport de force qui oblige aujourd'hui l'organisation à engager une **stratégie de dispersion.**

En effet, les métastases apparaissent sur **tout ou partie du globe** avec des modes opératoires qui vont de l'action terroriste à ceux participant de la guerre classique.

Je sais que l'action du gouvernement ces dernières années, a tendu à prendre en compte ce changement de paradigme. Il nous faudra aller plus loin sur cette voie.

Le troisième mouvement de fond modifie l'équilibre de nos alliances.

Outre l'inquiétude engendrée par Moscou, et ses nouvelles prétentions, qui concernent en première ligne l'Europe, il nous faut désormais tenir compte également de deux autres données qui affectent notre équilibre stratégique à brève échéance.

Tout d'abord, **ce sont les conséquences du Brexit** puisqu'au sein de l'Union européenne, nous devenons l'unique puissance dotée de capacité nucléaire, et capable d'entrer en premier sur un théâtre. Néanmoins, compte-tenu des relations historiques qui nous lient au Royaume-Uni, des habitudes prises par nos armées respectives en matière de coopération, les accords de Lancaster House de 2010 demeurent d'actualité. La solidarité outre-Manche est l'un des maillons incontournable de l'architecture de sécurité continentale.

La coopération franco-britannique ne sera en aucune manière abandonnée, mais prolongée, dans le sens où elle renforce nos capacités militaires. Je souhaite que le dialogue sur les programmes d'armement et les questions nucléaires continue à se renforcer; de même que la perspective d'une unité commune, visant à permettre aux Français et aux Britanniques d'être opérationnels en commun, doit se réaliser.

L'autre sujet d'interrogation brûlante, commune aux Européens, est **le repli stratégique des Etats-Unis** auquel les Français et les Européens doivent répondre puisqu'il va se concrétiser dans les prochaines années. Repli isolationniste ou réduction de budget? Risque ou opportunité? Beaucoup dépend de nous.

Déjà sous l'administration Obama et avant la crise ukrainienne, le pivotement vers l'Asie indiquait un moindre intérêt stratégique des Etats-Unis pour le continent européen. Les déclarations du nouveau président américain relatives à l'Alliance atlantique, à la Russie, invitent non seulement à la prudence, mais à l'action.

Il y a donc **une fenêtre de tir pour faire progresser la défense de l'Europe par une défense européenne.**

2) JE PLAIDE POUR UNE FRANCE INDÉPENDANTE DANS UNE EUROPE PLUS AUTONOME.

Il ne s'agit pas, pour la France, de s'en remettre à l'Europe, ni pour l'Europe, de se défendre seule à la place de l'OTAN.

J'ai en revanche **trois convictions** :

- **La paix est un bien commun de l'Europe.** Il faut progressivement apprendre à le gérer comme tel, ensemble
- La France peut être **la colonne vertébrale d'une défense européenne**, si elle sait écouter ses partenaires, sans leur imposer un modèle
- Un **pilier européen de défense** est absolument nécessaire.

Certains candidats à l'élection présidentielle trouvent dans la nouvelle donne stratégique de nouveaux arguments pour sortir de l'OTAN. J'écarte cette idée.

Je considère que ce choix affaiblirait la sécurité du continent européen à un moment où nous en avons besoin, face à une Russie qui teste et qui tente d'intimider. Elle envoie des bombardiers stratégiques survoler nos côtes, annexe une partie de l'Ukraine, pays qu'elle continue de déstabiliser... et suscitent des inquiétudes chez nos partenaires de l'Est.

Je partage l'avis d'Hubert Védrine, qui concluait dans un rapport de 2012 évaluant le bilan du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, qu'il ne faut pas en sortir. Ce n'est pas une priorité.

En revanche, je réaffirme que **le cadre politique dans lequel les Européens doivent bâtir une politique commune en matière de défense est l'Union européenne et non l'OTAN.**

En effet, compte-tenu du changement d'état d'esprit à Washington, déléguer demain plus de sécurité européenne à l'Alliance Atlantique comme cela a été historiquement le cas, conditionnerait excessivement les politiques de défense aux intérêts américains, et pas forcément au profit des Européens, qui financeraient une présence militaire accrue des Etats-Unis.

Cette dépendance accrue à l'égard de l'OTAN contredirait le dessein d'une Europe maîtresse de son destin.

De même que le choix exclusif d'un repli national suggéré par certains candidats conduirait à une impasse. Aucune grande nation dans le monde d'aujourd'hui ne sait garantir seule la défense de ses intérêts vitaux.

Pour toutes ces raisons, il y a donc une fenêtre de tir pour une initiative européenne en matière de défense.

La défense européenne est un projet politique. Nous devons prendre en main notre destin.

Cette idée n'est pas neuve, **c'est la situation présente qui est nouvelle.** L'histoire de la défense européenne est semée d'échecs, d'embûches et de tâtonnements.

Mais il arrive que l'Histoire repasse les plats ! Il y a des exploits qu'on ne réussit pas du premier coup.

A l'avenir, **l'Europe garantira donc plus de sécurité aux citoyens français.** L'Europe est un plus, et non un moins pour notre sécurité. Elle vient renforcer notre indépendance et notre souveraineté nationale contrairement à ce que prétendent certains déclinologues, prophètes d'une France fragile.

Nous ne sommes pas seuls à le penser, heureusement. Répondant à des déclarations sidérantes de Donald Trump sur les dettes de l'Allemagne à l'égard de l'OTAN, l'Allemagne vient d'affirmer que, dans un concept de sécurité moderne, l'augmentation du budget militaire ne signifiait pas seulement que l'on verse des sommes à l'OTAN, mais aussi **le renforcement des collaborations européennes en matière de défense.**

J'ai aussi conscience que pendant le quinquennat qui s'achève, la France a relancé les initiatives en matière d'Europe de la défense, s'appuyant sur le président de la commission européenne, Jean-Claude Juncker, qui voyait dans ce dossier un moyen de donner une plus grande crédibilité à l'Union européenne.

Toutefois cette approche pragmatique et capacitaire a montré ses limites, car ce projet ne peut être porté sans un objectif politique clair : **celui de permettre à l'Union européenne de s'affirmer sur la scène internationale.**

Cela signifie que l'Union doit définir ses intérêts fondamentaux et une vision commune. Pour ce faire, nous devons écouter les autres Européens. **L'Europe peut devenir puissance, une puissance pacifique et respectée.**

Dans le cadre des traités existants, nous pouvons faire progresser la construction politique européenne dans le domaine de la défense. Nous le ferons en priorité désormais avec les quelques pays qui souhaitent mieux coordonner leur politique de défense, afin de renforcer nos capacités militaires.

Cela concerne l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, avec lesquels nous avons déjà un dialogue renforcé, mais également tous les pays qui souhaitent que naissent une véritable Union de défense. Une nouvelle dynamique a été initiée à l'été 2016, entre la France et l'Allemagne. Des développements importants y ont été enregistrés, il faut continuer sur cette voie. Après les

élections allemandes au mois de septembre 2017 nous engagerons la concertation avec les chefs d'Etat qui souhaitent aller de l'avant.

L'agenda européen que je veux mettre en débat avec nos partenaires repose sur trois piliers : initiative de défense, traité pour la démocratisation de la zone euro et Communauté de l'énergie.

Je proposerai donc aux Européens une initiative pour construire par étape la défense européenne, une Union de défense.

C'est l'un des débats les plus importants de cette grande échéance démocratique qu'est notre élection présidentielle.

Sans délais, je proposerai que se multiplient les **coopérations, pour qu'émerge ce pôle européen dans le domaine de la défense.** Sans être ici exhaustif, je l'illustre de quelques exemples qui n'exigent pas en préalable un nouveau Traité.

- **le développement des programmes de coopération en matière de R&D**, confiés à l'Agence Européenne de défense dont le budget est resté trop modeste. Les Européens investissent trop peu dans ce domaine qui a pourtant des effets induits et dont la mutualisation reste source d'économies d'échelle. **Le projet d'un fonds européen de défense** prévoit que le prochain budget communautaire vienne financer cette recherche de défense et donc accompagner les efforts importants que nous faisons en la matière. Il nous faut développer nos équipements en commun pour pouvoir en mutualiser l'utilisation.
- **l'amélioration du hub européen**, afin que nos partenaires accentuent leur soutien logistique et financier aux opérations extérieures faites par la France. afin que ces charges soient plus justement partagées.
- de même, **les états-majors et les brigades binationales** doivent aujourd'hui être renforcés, avec **l'avènement programmé d'un quartier-général européen** qui sera en mesure de planifier et conduire des opérations. Je sais que c'est une revendication constante de notre pays qui butait sur le veto britannique, nous devrions pouvoir désormais la concrétiser ;

- nous devons **investir ensemble le cyberspace**, un domaine nouveau, sans héritage à porter, où une politique et des budgets européens sont indispensables.
- nos moyens de renseignements doivent être progressivement beaucoup plus coopératifs, avec la mise en place de *task forces* multilatérales. La création à moyen terme d'une agence coordonnant le renseignement européen doit être examinée. Dès maintenant, le moment me semble propice, alors que l'offensive terroriste demeure terriblement aigüe, et qu'elle est durable, de créer **une « Académie européenne de stratégie et de renseignement »**, permettant à une génération de cadres européens, civils et militaires, de se forger une culture commune dans ce domaine.
- Une force européenne d'aide au développement regroupant ONG, entreprises, ingénierie administrative et technique, équipes de développeurs et de financeurs (l'AFD en France) pourrait utilement être investie de missions de soutien post-crise dans les pays touchés par des guerres civiles ou les conflits internationaux.

Je souhaite que soit mis en place un mécanisme visant à **exclure du calcul du déficit**, au sens des critères de Maastricht, la part du budget supérieur à la moyenne des budgets européens de défense, et en totalité le financement des opérations extérieures.

Ce grand dessein ne sera possible que si les armées de la France sont à la hauteur des défis des temps qui viennent.

3) NOUS AVONS LE DEVOIR DE MODERNISER LES FORCES ARMÉES.

Nous devons **dire aux Français pourquoi il y a urgence à augmenter dès 2018 le budget de défense de la France**, dans un moment où les priorités sont innombrables, sur tous les fronts de l'action publique.

Beaucoup le savent, je le dis sans cosmétique : **notre modèle d'armée est très complet, mais ses composantes sont usées par les nombreuses interventions, et défiées par les nouvelles menaces.**

Sa robustesse est mise à rude épreuve, malgré les décisions courageuses prises dans les années récentes. Les opérations extérieures, du Sahel au

Levant, ou l'opération Sentinelle, mais aussi l'ancienneté de nombreux équipements et systèmes d'armes rendent nécessaires ces investissements.

Une remontée en puissance est déjà amorcée depuis 2015 avec **l'actualisation de la loi de programmation** militaire en vigueur.

Ainsi, pour la première fois depuis la suspension du service national, les effectifs de nos forces armées ont cessé de décroître. Je note que la loi de programmation militaire 2014-2019, avec son actualisation de juillet 2015, est **la première qui aura été intégralement respectée.**

Néanmoins, en dépit des efforts consentis pendant ce quinquennat, le niveau budgétaire actuel reste insuffisant pour faire face aux enjeux stratégiques et aux investissements pour les années à venir.

La disponibilité des matériels est notoirement faible, leur entretien coûte cher, le rythme de leur renouvellement n'est pas satisfaisant.

Nos engagements actuels dépassent de près de 30% les contrats opérationnels, c'est-à-dire les besoins définis par le dernier Livre Blanc. Cela pèse à la fois sur notre capacité opérationnelle et sur le moral des militaires.

Parce que je veux que notre modèle d'armée reste complet et cohérent, respecté par nos alliés et dissuasif pour nos adversaires, je ferai **préparer à l'automne 2017 une loi de programmation en matière de défense pour la période 2018-2023.**

La future loi de programmation portera en 2022 à 2% du PIB l'effort de Défense de la France.

C'est exigeant, c'est soutenable. C'est le prix à payer pour conserver un outil de défense articulé autour de la dissuasion nucléaire et d'une forte capacité de projection de forces.

Au préalable, le Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale sera actualisé. Il sera l'occasion d'un grand débat citoyen dans le pays, selon des modalités inédites.

À quelles conditions cet objectif de 2% sera-t-il crédible ?

- d'abord si nous faisons **un effort collectif d'organisation de la commande publique**, et pour éviter les dépassements qui ont émaillé l'histoire des programmes militaires ;
- ensuite, en nous engageant davantage dans **la coproduction et le cofinancement de la défense européenne** ;
- en retirant une partie de ce budget national de défense, je l'ai dit, de la règle des 3% ;

- enfin, en nous assurant du soutien des Français.

Mais que personne ne se leurre. **Ceux qui prônent l'austérité** générale, qui promettent des dizaines, voire des centaines de milliards de réduction des budgets publics, ceux-là ne seront pas au rendez-vous des enjeux majeurs de notre défense nationale.

L'austérité ne fait pas bon ménage avec la sécurité de notre peuple.

Devant tant d'imprévoyance ou de cynisme, disons clairement que **la Défense de la France ne doit pas être une variable d'ajustement du budget** de notre pays.

Que financeront ces 2% ? Je ne ferai pas ici une description détaillée, ce sera le rôle de la prochaine loi de programmation

Nous saurons faire des priorités. Elles seront de **trois ordres** :

- celles qu'impose **l'engagement renforcé de nos armées appelées sur plusieurs théâtres** d'opération : une remise à niveau des moyens vitaux de fonctionnement, le maintien en condition opérationnel des forces ;
- ensuite, **les grands programmes d'équipements qui manquent cruellement**, ces déficits de capacité qui vont nous obliger à « boucher les trous », selon la formule claire et nette du chef d'état-major des armées
- enfin, **la modernisation de notre dissuasion nucléaire.**

Mais je récusé toute volonté de participer à la « **course aux armements** » qui tend à resurgir sur une grande partie du globe.

Nous devons faire des choix, pour rester à la pointe des technologies et éviter les pannes ou les disparitions de nos industries de défenses.

Stopper le déclin des forces conventionnelles

Chaque armée a ses priorités multiples :

- Parmi celles-ci, j'ai identifié la modernisation des blindés de combat (Scorpion) et la restauration de l'aéromobilité pour l'armée de terre, je souhaite notamment que l'on pallie la faible disponibilité des hélicoptères de nouvelle génération qui nuit tant à nos capacités opérationnelles d'aérocombat qu'à la préparation opérationnelle de nos pilotes. Je souhaite, en outre, augmenter notre parc de NH90 Caïman de quinze à vingt unités supplémentaires.
- De la même façon, pour l'armée de l'Air, un renforcement de la flotte de ravitailleurs est plus que jamais nécessaire dans la mesure où nos appareils (C-135F) ont en moyenne plus de cinquante ans d'âge et que, sur certains

théâtres, nos forces dépendent complètement de nos partenaires dans ce domaine. De fait, je ne tolérerai donc pas que le programme MRTT, le nouveau ravitailleur, souffre de retard.

- Pendant cette campagne, j'ai dit à plusieurs reprises combien j'étais sensible à la protection de notre Zone économique exclusive. En conséquence de quoi, il me semble judicieux d'avancer à 2021 l'arrivée des patrouilleurs, ces Bâtiments de surveillance et d'intervention unique (BATSIMAR), essentiels pour la surveillance et la protection de nos approches maritimes et des outre-mer. Il en va de l'exercice de notre souveraineté sur le deuxième espace maritime mondial, le nôtre.

- Je n'ignore pas qu'au moment où je m'adresse à vous, le Charles de Gaulle est pour 18 mois en rade de Toulon. La France n'a plus de groupe aéronaval, alors que les Etats-Unis en ont 10.

La question mérite d'être posée, afin de garantir la permanence de départ à la mer du groupe aéronaval.

Au regard des contraintes budgétaires, je n'ignore pas non plus que le coût d'acquisition d'un second porte-avions peut constituer un véritable obstacle. Néanmoins, il me semble qu'il est nécessaire d'en débattre, ainsi que des économies d'échelle possibles, en coopération avec d'autres Etats, en Europe et ailleurs.

Permettre la montée en régime de la cyber-défense

La menace cyber est aujourd'hui une réalité, une conséquence visible de la révolution numérique. C'est la nouvelle arme de ce siècle, qui peut désorganiser gravement les Etats et affaiblir les entreprises.

L'effort de **protection cyber** est donc primordial, et les crédits ne doivent pas être comptés pour assurer cette protection.

La stratégie cyber doit être incorporée pleinement dans notre stratégie de défense. Cela signifie qu'il faut aussi définir les domaines des capacités offensives.

Nous devons également investir la maîtrise des armements et réguler le domaine du cyber, afin d'éviter que ne se développe la situation de *far west* actuelle : comment qualifier en droit international une attaque cyber et mettre en place des régimes de sanctions contre ceux qui pratiquent ces attaques ? Il faudra donc approfondir et accélérer la démarche amorcée dans le précédent Livre blanc. Le conflit cyber ne connaît à ce jour aucune règle, aucun interdit. Je mettrai ce sujet à l'ordre du jour de l'ONU car le droit des conflits armés doit évoluer avec ces nouveaux champs de bataille.

Amplifier la recherche et pérenniser les industries de défense

En tout état de cause il faut, au-delà des besoins capacitaires sous tension aujourd'hui, identifier d'ores et déjà ceux de demain. C'est la raison pour laquelle j'accroîtrai l'effort déjà entrepris en matière d'études et développement en augmentant leur enveloppe de près de 300 millions par an, pour les porter à un milliard d'euros par an.

La recherche devra, à mon sens, répondre principalement à deux exigences dans les années qui viennent pour maîtriser les coûts de nos équipements futurs et donc éviter qu'ils ne viennent rogner sur d'autres crédits budgétaires.

La première de ces exigences est de conserver notre supériorité technologique, mais elle doit rester au service de nos forces et non l'inverse. La seconde exigence pour maîtriser les coûts est d'éviter cette tentation qui privilégierait les équipements d'**une sophistication extrême** ne répondant pas à un besoin opérationnel bien précis, le tout au détriment des ressources humaines. Il nous faut également **intégrer la contrainte environnementale** dès la conception des systèmes d'armes, afin de les rendre plus efficaces, moins énergivores et moins coûteux à utiliser et à démanteler, et donc plus autonomes et plus attractifs à l'exportation.

J'insiste aussi sur le caractère dual, civil et militaires, des technologies et sur l'importance de mettre cette politique. Cela veut dire mettre l'accent sur les technologies de rupture : intelligence artificielle, robotisation, numérique, cyber.

Notre industrie de défense constitue l'un des cœurs de notre autonomie stratégique. Sans cette industrie, nous devrions acheter nos matériels à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, avec des risques de limitation d'emploi de nos matériels ou simplement de refus de nous approvisionner.

Le cadre européen doit nous permettre d'être plus autonome de nous permettre une liberté d'action plus grande, tout en accroissant notre niveau technologique. Les progrès dans le domaine du drone de combat, prouvent que l'avenir peut aussi se fonder sur la fédération des savoir-faire en Europe

Garantir durablement la dissuasion

Le prochain chef de l'Etat devra maintenir la dissuasion en l'état. La France entreprendra en effet sa modernisation. La dissuasion est une fonction

stratégique centrale depuis que la France a accédé au rang de puissance nucléaire, et ainsi rebâti la puissance militaire qui fonde son indépendance nationale.

J'ai clairement conscience de trois faits majeurs :

1. La conservation de cette dissuasion nucléaire mobilise une partie non négligeable des crédits,
2. Le dimensionnement de l'arsenal nucléaire de la France respecte aujourd'hui un principe de *stricte suffisance*.
3. Ce qui signifie qu'en-dessous du niveau actuel, la crédibilité de la dissuasion nucléaire française serait compromise.

Elle est fondée sur une maîtrise militaire de l'atome et suppose une stabilité des éléments constitutifs du système. Au cours du quinquennat qui s'achève, les crédits visant au renouvellement des systèmes d'armes actuels (sous-marin lanceurs d'engins SNLE-NG, missiles M51 et ASMP) ont commencé à être engagés.

La prochaine présidence devra à son tour réaliser des choix structurants pour confirmer l'enclenchement d'un nouveau cycle de renouvellement et garantir la pérennité de la dissuasion française en visant l'horizon 2050. **Je prendrai les décisions qui s'imposent afin de procéder à ce renouvellement qui entraînera une hausse significative du budget dédié à cet effet.**

Tout cela exige une revue stratégique permettant une allocation optimale de nos ressources financières, matérielles et humaines, afin de conserver notre modèle de défense actuel, voire encourager son renforcement.

J'entends aussi que la France n'évite aucun des grands débats sur la non-prolifération et le désarmement nucléaire.

Renforcer le renseignement et en assurer le contrôle démocratique.

L'offensive terroriste durable qu'affronte la France, mais aussi la surpuissance des technologies numériques conduira inévitablement notre pays à renforcer ses services de renseignement. Le renseignement, du fait des capacités sans équivalents qui sont désormais disponibles - et mises en œuvre -, ne peut être traité au sein de l'appareil d'Etat de façon morcelée et répartie.

Le **continuum** de la menace entre le monde extérieur, les théâtres d'opérations et l'espace national, impose une coordination renforcée des services. C'est un risque et une nécessité.

Je renforcerai le renseignement en donnant d'avantage d'autorité coordonnateur national qui demeurera le conseiller du chef de l'Etat, chef des armées, en matière de renseignement, mais sera directement rattaché au Premier ministre, afin d'en consolider la dimension interministérielle. Cette dimension est indispensable pour mieux centraliser l'analyse globale de la menace, qui est loin de se limiter à Daech et à Al Qaïda.

Le processus de contrôle démocratique doit être consolidé.

S'il est un domaine de l'action publique qui doit rendre des comptes, dans des conditions garantissant la sécurité du pays, c'est le renseignement.

Toutes les grandes démocraties recherchent cet équilibre.

Je ne veux pas d'une « société de surveillance ». L'affaire Snowden en a dévoilé les risques immenses.

Les deux Assemblées, de façon pluraliste, les grands corps de l'Etat, des personnalités de la société civile devront y être impliqués, avec de nouveaux pouvoirs.

Ainsi, je voudrais que les prérogatives de la Délégation parlementaire au renseignement (DPR) soient encore renforcées en matière de contrôle budgétaire, et en la dotant de la capacité de saisir l'inspection des services de renseignement.

À ce moment de mon intervention,

4) JE VEUX M'ADRESSER DIRECTEMENT AUX SOLDATS FRANÇAIS.

Ils et elles ont fait le choix de mettre leurs vies en jeu pour protéger les nôtres.

En retour, nous devons donner à la condition militaire toute sa place dans la société, comme assurer à ceux qui ont combattu dans les guerres d'hier et les opérations extérieures d'aujourd'hui la reconnaissance de la Nation.

Je rappelle aussi mon attachement au caractère militaire de la gendarmerie. Elle est partie prenante de vos armées, et souvent projetée dans des missions difficiles.

S'agissant de la gestion humaine des armées, il a fallu remonter la pente.

Le gouvernement de François Fillon aura engagé la plus grande réduction d'effectifs que les armées aient connue depuis la fin de la conscription, avec

la suppression de 54 000 postes, principalement au titre de la Réduction générale des Politiques Publiques (RGPP), et 16 000 externalisations.

Cette purge ne suivait aucune vision stratégique, mais une vision purement comptable : dans la course libérale aux suppressions de postes de fonctionnaires civils et militaires, le ministère de la Défense a servi de **grande variable d'ajustement**. Et j'ai bien peur que, avec l'objectif annoncé de milliards de coupes budgétaires et de centaines de milliers d'agents publics, François Fillon et Emmanuel Macron ne reproduisent le même schéma.

Cette déflation idéologique des effectifs s'est accompagnée d'un scandale, dont les personnels de la Défense et leurs familles subissent toujours les effets. Je parle bien évidemment du **logiciel de paiement de la solde « Louvois »**. La décision du gouvernement Fillon de déployer ce nouveau logiciel a été catastrophique pour nos militaires et leur confiance dans leur institution.

Parce que les femmes et les hommes qui servent notre pays au risque de leur vie méritent mieux, je veux les remettre au cœur de notre effort de défense. C'est la raison pour laquelle **la revalorisation de la condition militaire sera l'une de mes priorités**.

Je l'ai dit ce matin aux soldats du 1^{er} Régiment d'infanterie.

Un plan pluriannuel ambitieux sera annexé au prochain projet de loi de programmation, car nous devons apporter une attention sans faille à nos soldats, ainsi qu'à leurs familles.

Je donnerai ici les priorités de ce plan

Non seulement je m'engage à stabiliser les effectifs, voire à les développer (forces spéciales, renseignement, soutien...), mais je veux améliorer en profondeur la condition des soldats et de leurs familles.

Avec la professionnalisation des armées, c'est devenu un enjeu majeur pour le recrutement et la fidélisation des personnels. L'armée française, **ce n'est pas qu'un système d'armes, ce sont d'abord des hommes et des femmes de France**.

Tous les responsables militaires vous le diront, il n'y a pas de victoire sur le front sans le soutien de la « base arrière ». Or, l'absence prolongée du régiment comme du foyer familial éprouve celles et ceux qui servent notre pays, comme les familles qui, les premières, les soutiennent – surtout quand cette absence peut culminer à 200 jours par an.

C'est pourquoi j'ai annoncé en janvier que j'améliorerai la couverture sociale des militaires ainsi que celle de leur famille. Entre temps, la

commission de la Défense de l'Assemblée nationale a publié un rapport sur le sujet. Je fais miennes ses recommandations.

Concrètement, que contiendra ce plan pluriannuel d'amélioration de la condition militaire ? Là encore, je n'ai pas vocation à être exhaustif, mais je peux au moins vous dire ma volonté :

- **Un point d'entrée simple et direct pour les familles, une sorte de « guichet unique »**, avec les collectivités, les bailleurs de logements, les entreprises publiques et privées, pour l'emploi des conjoints, pour essayer de trouver des solutions aux problèmes de logement, de garde d'enfants...
Ce guichet unique, c'est rassembler, au niveau départemental, l'ensemble des moyens de l'Etat.
- **Améliorer la couverture des risques**, en aidant à financer une assurance complémentaire pour la durée de la période en opérations, et **mieux prendre en compte l'indemnisation** des opérations, extérieures et intérieures. C'est mérité.
- **Améliorer la vie quotidienne dans les casernes**: il y a de la fraternité, mais aussi de la solitude. Donnons des moyens pour mettre du lien, comme dans toute entreprise, dans toute organisation humaine.
- **De veiller au maintien des postes d'agents de soutien** aux assistants de service social et à procéder à des créations de poste, là où c'est nécessaire.
- **D'organiser une consultation des familles quant aux dispositifs actuels d'accompagnement social**, et les pistes d'amélioration tant au niveau des régiments que de l'administration centrale ;
- **De mieux prendre en compte le célibat géographique et la monoparentalité.**
- **Enfin il est indispensable de bien gérer la reconversion**: réorganiser puissamment les systèmes de sortie, de formation professionnelle pour faciliter une nouvelle carrière, à tous les grades. **Réussir une seconde carrière**, c'est aussi témoigner vis-à-vis des jeunes de l'intérêt d'une première carrière sous l'uniforme. On le doit aux soldats. Si vous servez le pays, le pays vous doit aider à trouver une place dans la société à la fin de l'engagement. C'est à mes yeux une priorité nationale.

Par ailleurs, je consoliderai **l'accompagnement psychologique au moment du retour en France** pour nos militaires qui interviennent dans les opérations extérieures, mais aussi pour leur entourage. Celui-ci se trouve trop souvent désemparé face à la détresse de leur proche revenu d'opérations et à la prise en charge de ces blessures invisibles.

Ces mesures iront de pair avec une meilleure gestion des mutations, que je souhaiterais moins fréquentes.

Enfin, je renforcerai les moyens de l'aide sociale en faveur des veufs, des veuves et des anciens combattants les plus démunis.

L'Armée et la Nation doivent se tenir côte à côte

Le lien s'est modifié avec la suspension du service national, mais il est plus que jamais nécessaire de le consolider au moment où les Français, non seulement font confiance à leur armée pour qu'elle les protège, mais souhaitent aussi participer de cette protection.

C'est tout l'enjeu des réserves opérationnelles. Or, ces dernières ont pâti des réductions budgétaires massives de la dernière décennie. Faute de moyens suffisants, de volonté politique et de doctrine d'emploi claire, la réserve opérationnelle a trop longtemps été, en pratique, en dessous des objectifs qu'on lui assignait en théorie, en termes de volume comme de taux d'emploi.

L'augmentation du budget alloué à la réserve et la création d'une Garde nationale pour assurer à la fois une meilleure gouvernance et une plus grande attractivité des dispositifs relevant des ministères de la Défense et de l'Intérieur constituent un pas dans la bonne direction.

Il faut désormais aller plus loin en améliorant le recrutement, la formation, la gestion et, à terme, en créant **un nouveau statut pour les réservistes** – regardons par exemple le modèle canadien – qui permettrait de passer facilement d'un temps partiel à un temps complet.

C'est dans le cadre de ce lien entre la Nation et son armée que je souhaite évoquer les suites à donner à l'opération Sentinelle.

Deux questions attendent, dès les premiers jours, le prochain président : l'état d'urgence et la prolongation sous des formes à définir, de Sentinelle.

Les évolutions que j'aurai à décider pour Sentinelle seront **précédées d'une évaluation stricte des menaces**. Elles seront étroitement corrélées avec les choix à faire sans retard pour les effectifs de la police et de la gendarmerie.

Il est nécessaire, dès à présent, de débattre de l'après, et du niveau d'engagement de nos armées dans le cadre de missions de sécurité qui relèvent d'abord de la gendarmerie et de la police nationale.

Si les forces armées gardent une vocation à participer de la protection de notre territoire et de nos concitoyens, elles ont aussi d'autres missions. Elles ne sont pas organisées pour une présence continue de cette nature sur le sol national

Je souhaite également que l'on puisse réfléchir à un « dispositif Guépard réserve » non plus à la seule échelle de l'Armée de Terre, mais à celle de la Garde nationale.

Il s'agirait de pouvoir mobiliser de manière rapide et coordonnée un vivier de réservistes des armées, de la police et de la gendarmerie en cas d'urgence sur le territoire national, le tout au profit de nos concitoyens.

* * *

Vous l'avez bien compris, **j'ai conscience des dangers** auxquels la France est confrontée.

J'ai conscience des impératifs qui pèsent sur nos armées et sur les hommes et les femmes qui servent la France en leur sein.

Mais j'ai conscience aussi que l'armée ne peut être séparée de la société. J'ai le souci d'inscrire cette politique sous l'égide d'une ouverture de notre société aux questions militaires, et de conférer aux militaires la place qui leur revient au sein de celle-ci.

Je crois que cette conscience n'a jamais été aussi aigüe et actuelle depuis les attentats qui remettent en cause les fondements même de notre République et interrogent la solidité du lien armée-nation. Ce lien participe à notre résilience face à l'adversité. Il participe aussi de cet esprit de défense que les citoyens doivent développer pour donner corps à cette résilience.

Des réponses ont été apportées pour renforcer ce lien. Il passe par les anciens combattants que je n'oublie pas, mais aussi par la montée en puissance de la Garde nationale dont nous avons posé les premiers jalons et par un service civique qui doit être mieux valorisé.

Au-delà, je pense qu'il n'est ni possible, ni souhaitable de restaurer le service national. Il n'était plus opérant, les armées se sont réorganisées de façon irréversible.

J'entends que certains souhaiteraient le remettre au goût du jour, le rendre obligatoire... pour un mois. **En un mois, on ne forme ni des citoyens, ni**

des soldats. Croit-on qu'il soit possible de former des militaires en un mois au regard de la complexité des missions auxquelles ces hommes et ces femmes sont confrontés ? Doit-on détourner de leurs missions des milliers de cadres de nos armées ?

Le coût pour le prochain quinquennat serait de 25mds €. C'est renoncer à notre modèle militaire, et à sa modernisation. Je m'étonne de la totale improvisation que révèle ce projet.

Enfin, pour finir, je pense comme Jaurès que la France doit choisir les guerres qui méritent d'être menées. C'est ce que nous nous efforçons de faire, avant comme après les attentats qui ont frappé notre sol, endeuillés les nôtres.

Face aux menaces qui se réveillent ou se révèlent, je ne doute pas de notre capacité de réaction face aux dangers, dans l'esprit de Jaurès, quand il disait qu'« *en France, il n'y a qu'une volonté, celle de la France : et au fond de cette volonté d'une transparence absolue, l'Europe a pu lire deux choses : un amour sincère de la paix, un inébranlable courage à l'heure du péril.* »

Vive la République ! Vive la France !

* *
 *
 *